



Bulletin UNESCO-UNEVOG

Bulletin du Centre international de l'UNESCO pour l'enseignement et la formation techniques et professionnels, Bonn, Allemagne

Éditorial: la récente Conférence générale de l'UNESCO

Rupert Maclean, Directeur

La 31^e session de la Conférence générale de l'UNESCO s'est tenue au siège parisien de l'UNESCO du 15 octobre au 3 novembre 2001.

La Conférence générale de l'UNESCO se tient tous les deux ans. Elle constitue l'occasion pour le Directeur général de l'UNESCO de présenter aux États membres un compte rendu des activités de l'organisation, y compris une évaluation de la réalisation des objectifs des programmes pour les deux années écoulées. Les États membres ont la possibilité de définir le calendrier et les activités de l'organisation pour la prochaine période de deux ans (en l'occurrence 2002-2003) de même que pour la Stratégie à moyen terme pour 2002-2007.



Mme Sonia Mendieta, Présidente du Conseil exécutif, M. Koïchira Matsuura, Directeur général de l'UNESCO, M. Ahmad Jalali, Président de la Conférence générale

Si de nombreux thèmes importants ont été débattus lors de la 31^e Conférence générale en ce qui concerne les divers programmes éducatifs de l'UNESCO, les États membres ont rappelé que la «priorité des priorités», et la grande croisade morale de notre ère, reste la réalisation de l'égalité des chances pour tous en matière d'éducation. Les États membres ont ainsi rappelé l'Acte constitutif de l'UNESCO, qui stipule:

«Les États signataires de cette Convention, résolus à assurer à tous le plein et égal accès à l'éducation, la libre poursuite de la vérité objective et le libre échange des idées et

des connaissances, décident de développer et de multiplier les relations entre leurs peuples en vue de se mieux comprendre et d'acquérir une connaissance plus précise et plus vraie de leurs coutumes respectives.»

Cet accent mis sur la réalisation de «l'éducation pour tous» sied sans aucun doute à l'UNESCO puisque, comme l'a souligné John Daniel, Sous-Directeur général de l'UNESCO pour l'éducation, «tout montre que l'éducation est la clé qui ouvre toutes les autres portes du développement: santé, prospérité, tolérance, dignité, justice et épanouissement personnel.»

En ce qui concerne l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP), les 188 États membres participant à la Conférence générale de l'UNESCO ont également rappelé qu'il est essentiel de prendre des mesures décisives pour continuer à renforcer et à améliorer l'éducation préparatoire au monde du travail. Une attention particulière a été accordée à la transmission d'une EFTP qui soit: pour tous, tout au long de la vie, de haute qualité, appropriée et efficace, et abordable.

La Conférence générale a souligné la valeur des recommandations du deuxième Congrès international sur l'enseignement technique et professionnel (Séoul, avril 1999). Elles reflètent les défis émergents du vingt-et-unième siècle, pendant une ère de mondialisation et de révolution dans le domaine des technologies de l'information et de la communication.

Ces recommandations poseront donc les jalons d'une nouvelle orientation de «l'enseignement et de la formation techniques et professionnels pour tous tout au long de la vie», avec pour but de répondre aux nouvelles revendications d'instauration d'une culture de paix, de développement durable sain sur le plan

environnemental, de cohésion sociale et de citoyenneté internationale.

À la lumière des attaques terroristes du 11 septembre, l'éducation préparatoire au monde du travail, avec tous les autres domaines de l'éducation, devrait particulièrement veiller à encourager les citoyens à «apprendre à vivre ensemble» dans la paix et l'harmonie (rapport Delors).

La Conférence générale a adopté la «Recommandation révisée concernant l'enseignement technique et professionnel (2001)», recommandant aux États membres de lui rendre compte, en lui présentant des évaluations quinquennales du suivi du Congrès de Séoul, des mesures prises pour mettre en œuvre la Recommandation.

Au cours des deux années à venir (2002-2003), le Centre international UNESCO-UNEVOG de Bonn s'attachera à assurer une mission de suivi intégral des recommandations émanant de la 31^e session de la Conférence générale de l'UNESCO en ce qui concerne l'enseignement et la formation techniques et professionnels et l'éducation préparatoire au monde du travail. Pour réaliser cette mission, il est capital de mettre en place des partenariats faisant appel à des partenaires relevant de l'UNESCO, d'autres organisations des Nations Unies, d'agences de développement, de gouvernements, d'organisations non gouvernementales et du secteur privé. Le Centre international UNESCO-UNEVOG de Bonn continuera de prendre des mesures pour constituer des partenariats efficaces avec tous les acteurs concernés en vue d'améliorer l'enseignement et la formation techniques et professionnels dans le monde entier. Un accent particulier sera mis sur la nécessité de répondre aux besoins des pays en développement et des pays les moins développés, des pays en transition rapide et des pays en situation post-conflictuelle.

Le Centre de Bonn à la Conférence internationale de l'UNESCO à Bangkok

UNESCO-ACEID International Conference on Education

Le Centre international UNESCO-UNEVOC a assumé le co-patronage de la septième Conférence internationale UNESCO-ACEID sur l'éducation qui s'est tenue du 11 au 14 décembre 2001 à Bangkok, Thaïlande. Le thème général de la conférence était «Utiliser les TIC pour un enseignement, un apprentissage de qualité et une gestion efficace».

Au titre de la Conférence, un Groupe d'intérêt spécial d'une demi-journée sur l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) a été organisé conjointement par le Centre international UNESCO-UNEVOC de Bonn et la Section EFTP du Centre Asie-Pacifique d'innovation éducative en vue du développement (ACEID), UNESCO Bangkok, et en collaboration avec le Bureau régional de l'OIT pour l'Asie et le Pacifique/l'Asie orientale, Bangkok.

Ce groupe d'intérêt spécial avait pour objet d'examiner les questions, les préoccupations et les perspectives actuelles en matière d'EFTP, sous l'aspect notamment de l'utilisation la plus efficace des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Les participants ont été mis au courant des thèses actuelles et des récents développements relatifs à l'EFTP et à l'éducation préparatoire au monde du travail, et l'échange d'informations et d'expériences sur les bonnes pratiques et les démarches novatrices de conjonction de l'EFTP et des TIC dans la région Asie-Pacifique et ailleurs a été facilité.

Rupert Maclean, Directeur du Centre international UNESCO-UNEVOC, assurait la présidence et l'animation du podium, qui rassemblait huit chercheurs et praticiens de l'EFTP venant de l'Université de Toronto, Canada, du Bureau de l'OIT de Bangkok, Thaïlande, de l'Université de Twente, Pays-Bas, du Ministère de l'éducation du Botswana, de l'Institut international de planification de l'éducation de l'UNESCO (IIPPE), Paris, France, de l'Institut pour l'éducation de l'UNESCO, Hambourg, Allemagne, du Technical Teachers' Training Institute, Calcutta, Inde, et du Western Visayas College of Science & Technology, Philippines.

Les membres du podium ont présenté pour lancer le débat des exposés traitant de questions globales/générales parmi lesquelles l'avenir du travail, la mondialisation et l'EFTP, le développement des connaissances et des compétences, les relations entre EFTP et TIC en Inde, les problèmes et les perspectives du financement de l'EFTP, de même que des aspects liés à la transmission de l'EFTP, parmi lesquels les moyens les plus efficaces de mettre à profit les TIC, l'ordinateur dans l'EFTP, les questions d'égalité et d'équité dans l'EFTP, la transmission des compétences et le secteur informel, et l'utilisation des TIC pour promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie.

Les exposés présentés ont été suivis d'une discussion générale et d'interventions des participants portant sur les sujets abordés par les membres du podium de même que sur d'autres aspects. À la lumière de cette discussion, les participants ont formulé des suggestions et des recommandations sur l'amélioration de l'EFTP conformément aux recommandations émises par le deuxième Congrès international sur l'enseignement technique et professionnel qui s'est tenu à Séoul, République de Corée, en 1999.

Les exposés et la discussion de ce groupe d'intérêt spécial constitueront la base d'une monographie de l'UNESCO-UNEVOC qui sera publiée en 2002 sur le thème de cette réunion. Elle fournira également des contributions destinées à un futur «Manuel international sur l'EFTP et l'éducation préparatoire au monde du travail», qui fera appel, à titre de co-éditeurs, aux collègues qui ont présenté des exposés à ce groupe d'intérêt spécial: le Professeur Wim Nijhof, de la Faculté d'Éducation, de Science et de Technologie de l'Université de Twente, Pays-Bas, et le Professeur David Wilson, du Ontario Institute for Studies in Education (OISE), Université de Toronto, Canada.

Pour de plus amples renseignements, prière de contacter M. Rupert Maclean, fax [+49] (228) 2433777, courrier électronique: r.maclean@unevoc.de.

Lier le monde du travail, la formation professionnelle et le savoir

L'économie fondée sur la connaissance, la mondialisation de la concurrence, la pauvreté et l'exclusion sociale représentent des défis majeurs dans le monde du travail d'aujourd'hui.

Lier le monde du travail, la formation professionnelle et le savoir: se former pour la survie et la croissance économique, tel était le titre de la Conférence internationale orga-

nisée à Interlaken, Suisse, en septembre 2001, par la Direction du développement et de la coopération suisse (DDC) en étroite coopération avec le Groupe de travail sur la coopération internationale pour le développement de la formation professionnelle. Des participants de plus de 50 pays ont centré leurs débats sur les économies informelles. Ils ont émis un certain nombre de messages essentiels:

- ▶ les gouvernements doivent mettre en place des cadres politiques appropriés pour le développement du secteur informel. Les secteurs formel et informel nécessitent une démarche politique intégrée;
- ▶ la transmission de la formation professionnelle par le secteur privé doit être encouragée et appuyée par les pouvoirs publics;
- ▶ le financement exige un partenariat entre intervenants publics et privés. Les gouvernements devraient éviter les règles et procédures trop rigides, tout en contribuant de manière positive à maîtriser les défaillances du marché;
- ▶ les compétences doivent être comprises dans leur plus large acception et regrouper les aptitudes pratiques, les connaissances tacites et les compétences sociales;
- ▶ il faut que s'opère une certaine harmonisation dans les manières de reconnaître et officialiser les systèmes formels et non formels;
- ▶ l'accès à la formation doit tenir compte notamment des besoins des pauvres et accorder une attention particulière à ceux des femmes, des jeunes et des handicapés;
- ▶ la formation, incluant une éducation de qualité, devrait contribuer au développement des individus, des micro-entrepreneurs et des défavorisés, et transmettre des compétences de base transférables;
- ▶ le contexte historique et culturel a une incidence sur les contenus et les modalités de transmission.

Les agences internationales ont été invitées à réaffecter davantage de ressources à l'économie informelle, à apporter leur soutien à son développement social et économique et à encourager la reconnaissance de son potentiel.

La conférence a préconisé que les bailleurs aident à promouvoir la complémentarité entre les secteurs formel et informel. Ils devraient également faciliter le dialogue Sud-Sud et les échanges régionaux sur ces questions.

Le texte intégral de la «Déclaration d'Interlaken» est disponible en anglais, en français et en espagnol à www.workandskills.ch/

Le Groupe de travail sur la coopération internationale pour le développement de

la formation professionnelle, un groupe informel d'agences donatrices et d'organisations internationales intervenant dans l'enseignement et la formation techniques et professionnels, s'est réuni à l'issue de la Conférence. Des propositions de projets émanant de l'initiative «Apprendre pour la vie, le travail et l'avenir: stimuler les réformes en Afrique australe par la coopération sous-régionale» (voir www.unevoc.de/botswana) ont été présentées conjointement par le Département de l'enseignement et de la formation professionnels du Botswana et le Centre international UNESCO-UNEVOC.

Pour de plus amples renseignements, prière de contacter M. Hans Krönner, fax [+49] (228) 2433777, courrier électronique: h.kronner@unevoc.de.

Coopération OIT-UNESCO

L'exemple de Madagascar



Des agences des Nations Unies, l'OIT et l'UNESCO, sont

convenues de se concentrer sur un certain nombre d'activités communes concrètes dans le domaine de l'éducation et de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels en particulier.

Madagascar est l'un des premiers pays où la stratégie commune sera mise en œuvre dans le cadre du programme «Éducation pour tous». Ce programme vise à la réduction de la pauvreté et au renforcement du développement humain durable et est destiné aux groupes les plus vulnérables tels que les enfants non scolarisés, les enfants qui exécutent les pires genres de travaux, les femmes, les handicapés et les chômeurs de longue durée. Le programme transmettra à ces groupes les connaissances générales et les compétences techniques et technologiques nécessaires pour qu'ils puissent bénéficier d'activités professionnelles. Eu égard au caractère de complémentarité de la mission de ces deux agences, l'assistance technique de l'UNESCO se concentre sur le développement de l'éducation de base tandis que l'OIT dispense aux groupes cibles les compétences technologiques et professionnelles qui leur permettront de faire leur entrée sur le marché du travail pour s'engager dans des activités génératrices de revenus, dans une activité indépendante ou la création de micro-entreprises ou petites entreprises. D'autres agences du système des Nations Unies (par exemple la FAO, l'ONUDI, l'UNICEF, le FNUAP, le PAM, etc.) interviendront elles aussi pendant la

mise en œuvre du programme, dans le cadre de leurs domaines respectifs de compétences spécifiques.

Pour de plus amples renseignements, prière de contacter M. Girme Agune, fax [+41] (22) 7997650, courrier électronique: agune@ilo.org.

Nouvelles de l'OIT

Réunion tripartite de l'OIT pour l'Afrique

Lors de la Réunion tripartite de l'OIT pour l'Afrique sur l'apprentissage et la formation en vue d'une amélioration des résultats et d'un travail décent, les mandants institutionnels de l'OIT (gouvernements et organisations d'employeurs et de travailleurs) du Botswana, d'Éthiopie, du Kenya, de l'Île Maurice, de Namibie, d'Afrique du Sud et de Tanzanie se sont rassemblés en octobre 2001 à Johannesburg pour discuter et échauffer une perception commune (www.ilo.org/public/english/employment/skills/news.htm, en langue anglaise) des grandes questions relatives au développement des ressources humaines et à la formation. Les participants ont eu l'occasion d'examiner des expériences, initiatives et développements récents liés aux trois principaux thèmes:

- ▶ politiques et programmes de développement des ressources humaines et de formation en Afrique;
- ▶ apprentissage et formation pour les petites et moyennes entreprises et le secteur informel;
- ▶ investissement dans la formation.

La réunion de l'OIT a appelé les mandants institutionnels à élaborer une vision commune du développement des ressources humaines et une stratégie intégrée de DRH dans les pays d'Afrique, suggérant que le meilleur moyen serait d'établir des partenariats stratégiques entre les gouvernements et les partenaires sociaux. La réunion a souligné les difficultés auxquelles les petites et moyennes entreprises d'Afrique se trouvent confrontées comme producteurs et comme employeurs. Les participants sont convenus que les gouvernements, avec le soutien des employeurs et des travailleurs, devraient élaborer des programmes cohérents de soutien à cette fraction vitale de l'économie: infrastructure, trains de mesures d'incitation et affectation de ressources budgétaires adéquates. Ils sont également convenus qu'il importe de réformer les programmes de formation pour développer les compétences techniques et les com-

pétences d'emploi indépendant et d'entrepreneuriat dont les PME ont besoin pour améliorer leur productivité et concrétiser leur potentiel de sources majeures d'emploi décent. Ils se sont accordés sur l'urgence nécessaire d'augmenter les investissements dans l'apprentissage et la formation. Les participants ont souligné qu'il revient aux gouvernements d'assumer la responsabilité de l'instauration d'un environnement qui encourage, reconnaisse et récompense les investissements en formation de la part des entreprises et des individus. Ils sont convenus que la diffusion de bonnes pratiques sur les investissements en formation pourrait servir de référence aux pays et aux entreprises pour comparer et améliorer leurs propres performances en la matière.

Pour de plus amples renseignements, prière de contacter M. Trevor Riordan, fax [+41] (22) 7997650, courrier électronique: riordan@ilo.org.

Partenariat public-privé

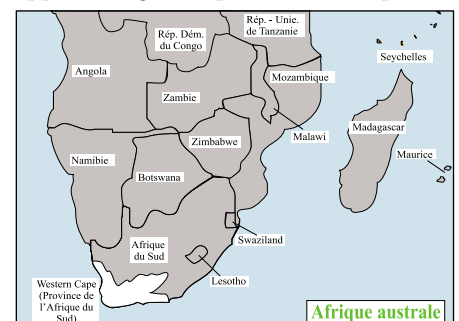
Initiative d'apprentissage électronique en Afrique du Sud



Suite à la formulation par l'UNESCO d'une demande de soutien aux pays en développement, un certain nombre d'entre-

prises privées (Corporate Research of SAP AG, INGENATIC, Bosch, et Lucas Nuelle) se sont engagées dans une initiative de définition et de mise en œuvre d'un projet pilote/de recherche sur l'apprentissage électronique dans la région Cap-ouest d'Afrique du Sud. Le projet est appelé DASSIE, acronyme de sa désignation anglaise de «système stratégique distribué avancé pour l'apprentissage électronique dans l'industrie». Il bénéficie d'un soutien financier de l'Agence allemande de coopération technique GTZ.

L'objectif du projet est d'évaluer la pertinence de l'apprentissage électronique et la valeur ajoutée qu'il peut représenter pour la rentabilité de la transmission d'un apprentissage de qualité en Afrique du



Sud. En outre, il élabore un modèle d'apprentissage électronique pour l'ensemble du pays, avec pour objectif de soutenir la politique du gouvernement d'Afrique du Sud visant à un apprentissage ouvert et flexible, à l'accessibilité et à l'expansion de l'éducation et de la formation.

DASSIE se base sur les résultats d'un projet-phare allemand appelé Projet L3 (c'est-à-dire Lifelong Learning ou apprentissage tout au long de la vie). Dans le cadre de DASSIE, l'expérience et les résultats acquis dans le projet L3 seront transférés et adaptés pour répondre aux besoins locaux et seront ainsi mis à la disposition de l'Afrique du Sud et de toute la région.

Ce projet s'articule très bien avec l'initiative «Apprendre pour la vie, le travail et l'avenir», rassemblant les 14 États membres de la Communauté de développement en Afrique australe (SADC) et lancée conjointement par le Ministère de l'éducation du Botswana et le Centre international UNESCO-UNEVOC. Dans le cadre de cette initiative ont été développés plusieurs propositions de projets de coopération sous-régionale dont deux touchent à la question de l'apprentissage électronique. Un certain nombre de spécialistes de l'apprentissage électronique des pays de la SADC, dont ceux qui interviennent sur le projet DASSIE, ont été invités à LEARNTEC 2002, le congrès-exposition européen spécialisé sur la technologie de la formation et de l'information, organisé à Karlsruhe, Allemagne, en février 2002. Les spécialistes invités représenteront le chaînon entre l'initiative «Apprendre pour la vie, le travail et l'avenir» et DASSIE.

Pour de plus amples renseignements, prière de contacter Mme Bettina Mussnug, fax [+49] (721) 696816, courrier électronique: bettina.mussnug@sap.com.

Nouvelles du siège de l'UNESCO (Paris)

Notes personnelles



M. Wataru Iwamoto (Japon) a été nommé Directeur de la Division de l'enseignement secondaire, technique et professionnel au siège de l'UNESCO, à Paris. M. Iwamoto, qui a pris ses fonctions le 3 septembre 2001, apporte à l'UNESCO une considérable expérience professionnelle dans les affaires éducatives et internationales. Ancien Directeur adjoint du Musée de la science et de la technolo-

La place de l'EFTP: appel à communication de bonnes pratiques

Dans de nombreux pays, l'EFTP n'est toujours pas reconnue comme un élément faisant partie intégrante du système éducatif national, ce qui reflète souvent le faible niveau de prestige social des qualifications professionnelles, du travail manuel, du statut ouvrier. Le développement socio-économique se trouve ainsi entravé par une pénurie de ressources humaines dotées d'une qualification professionnelle. Afin de faciliter l'accès à l'EFTP pour tous, il importe d'améliorer sa réputation de facteur essentiel de réduction de la pauvreté, notamment dans les pays en développement.

Conformément à l'article 26 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'enseignement technique et professionnel doit être généralisé. Il convient donc de faire de l'accès à

l'EFTP pour tous une stratégie à promouvoir.

Le Centre international UNESCO-UNEVOC recherche des exemples réussis de promotion de l'EFTP par des décideurs ou d'autres acteurs importants de l'EFTP, qu'il s'agisse de manifestations de sensibilisation, d'initiatives politiques, d'incitations législatives ou financières, de procédures d'évaluation, de remises de prix ou de journées portes ouvertes. Le Centre désire mettre ces exemples à la disposition d'autres membres du réseau mondial UNEVOC susceptibles de s'y intéresser.

Si vous avez connaissance d'un exemple intéressant, prière de contacter M. Hans Kröner, courrier électronique: h.kroner@unevoc.de; fax [+49] (228) 2433777.

de Tokyo, il fait de l'éducation scientifique, technologique et professionnelle aux niveaux secondaire et post-secondaire l'une de ses grandes priorités.

Bureaux régionaux de l'UNESCO

Développement des ressources humaines et de la formation dans les États arabes

Le Bureau de l'UNESCO de Beyrouth et le Centre international UNESCO-UNEVOC de Bonn ont tous deux apporté une contribution à une Conférence régionale sur le développement des ressources humaines et de la formation (Tunis, 12-14 novembre 2001) organisée par l'Organisation arabe du travail en coopération avec le Ministère de la formation professionnelle et de l'emploi, Tunis, Tunisie.

Plus de 150 représentants officiels de 17 pays arabes, de l'OIT, de l'UNESCO et de la Commission européenne ont débattu des grandes questions et des orientations relatives à la population active et à l'emploi et du rôle de l'éducation et de la formation dans le développement des ressources humaines. Les contributions des représentants de l'UNESCO à la Conférence:

- ▶ un exposé de fond sur l'éducation et la formation continues dans les institutions d'EFTP;
- ▶ un séminaire sur l'application des nouvelles technologies dans l'EFTP;
- ▶ la présentation et la diffusion de publications de l'UNEVOC.

La présence à la Conférence de plusieurs Centres UNEVOC a été mise à profit pour une réunion des Centres UNEVOC au Centre UNEVOC de Tunisie (l'École supérieure des sciences et techniques de



Tunis). Les participants ont discuté des activités de l'UNEVOC prévues pour les années 2002 et 2003.

Pour de plus amples renseignements, prière de contacter M. Sulieman Sulieman, fax [+961] (1) 824854, courrier électronique: s.sulieman@unesco.org.

Réunion des Centres UNEVOC de la région d'Asie

La Section EFTP du Centre Asie-Pacifique d'innovation éducative en vue du développement (ACEID), UNESCO Bangkok, a organisé en collaboration avec le Centre international UNESCO-UNEVOC de Bonn une réunion des représentants des Centres UNEVOC d'Asie. Cette réunion s'inscrivait dans le cadre de la septième Conférence internationale UNESCO-ACEID sur l'éducation, qui s'est tenue du 11 au 14 décembre 2001 à Bangkok, Thaïlande.

Cette réunion des Centres UNEVOC poursuivait les objectifs suivants:

- ▶ mettre les participants au courant des efforts actuellement mis en œuvre par le Centre international UNESCO-UNEVOC de Bonn pour renforcer et améliorer le réseau mondial UNEVOC, qui rassemble plus de 200 Centres UNEVOC dans 137 pays;
- ▶ présenter la gamme des activités de programme engagées par le Centre de Bonn;
- ▶ explorer les domaines de coopération entre le Centre international UNESCO-UNEVOC et l'UNESCO Bangkok en ce qui concerne la mise en œuvre du programme de l'UNESCO dans l'EFTP et l'éducation préparatoire au monde du travail;
- ▶ fournir aux représentants des Centres UNEVOC participant à cette réunion (et à la Conférence internationale UNESCO-ACEID) l'occasion de mettre leurs collègues au courant des activités actuellement menées par leurs institutions respectives.

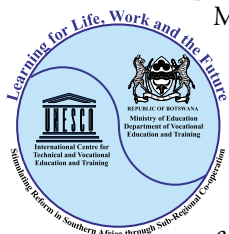
Les résultats de cette réunion des Centres UNEVOC d'Asie ont fourni de précieux éléments pour l'élaboration d'un questionnaire d'enquête actuellement mis au point par le Centre international UNESCO-UNEVOC, qui sera envoyé à tous les Centres UNEVOC début 2002 en vue de collecter des informations qui contribueront à assurer un fonctionnement optimal du réseau UNEVOC et faciliteront l'expansion du réseau pour y inclure tous les États membres de l'UNESCO.

Pour de plus amples renseignements, prière de contacter M. Efison Munjanganja, fax [+66] (2) 3910866, courrier électronique: e.munjanganja@unesco.org.

UNEVOC Botswana

Détachement au Centre international UNESCO-UNEVOC

Dans le cadre de l'initiative «Apprendre pour la vie, le travail et l'avenir: stimuler les réformes en Afrique australe par la coopération sous-régionale»,



Mme Doreen Kokorwe, du Département de l'enseignement et de la formation professionnels du Ministère de l'éducation du Botswana, a travaillé au Centre international UNESCO-UNEVOC de Bonn pendant six semaines en novembre/décembre 2001. Sa principale tâche consistait à aider à repérer les agences donatrices qui seront appelées à financer les projets de suivi issus d'un séminaire sur la coopération sous-régionale dans l'EFTP organisé au Botswana. Outre ces fonctions, Mme Kokorwe a eu l'occasion de participer à d'autres réunions et séminaires, dont elle rend compte ci-dessous:

«Visite à Londres

Détachée par le Ministère de l'éducation du Botswana auprès du Centre international UNESCO-UNEVOC de Bonn, j'ai pu me rendre à Londres le jeudi 29 novembre 2001. J'y ai participé, au Westminster Kingsway College, à un séminaire sur



l'Éducation pour tous, portant sur le troisième objectif de l'Éducation pour tous: «répondre aux besoins éducatifs de tous les jeunes en assurant un accès équitable à des programmes adéquats ayant pour objet l'acquisition de connaissances ainsi que de compétences nécessaires dans la vie courante». Le séminaire était organisé par la Commission nationale du Royaume-Uni pour l'UNESCO.

À ce séminaire, Marion Mitschke, du Centre international UNESCO-UNEVOC, a indiqué dans une large vue d'ensemble comment l'UNESCO peut aider à coordonner les initiatives d'éducation pour tous et quelle est l'incidence de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels (EFTP) sur l'éducation pour tous. Mon exposé s'est concentré sur les défis auxquels l'EFTP doit faire face au Botswana. Un représentant de l'Institut fédéral allemand de la for-

mation professionnelle (BIBB) a évoqué les défis auxquels l'EFTP se trouve confrontée en Allemagne. Un document commun a été rédigé et distribué aux participants.

Marion et moi avons profité de notre présence à Londres pour procéder à un suivi des projets d'EFTP en région d'Afrique australe qui avaient été développés lors d'un séminaire sous-régional au Botswana. Nous avons à cette fin rencontré des représentants du Department for International Development (DFID) et du British Council. Tous deux ont accepté d'accéder à notre demande de financement et de nous informer bientôt.

Visite à une école pour handicapés

Pendant mon séjour au Centre international UNESCO-UNEVOC de Bonn, j'ai eu l'occasion de visiter une école publique pour handicapés physiques. Nous avons assisté à trois entretiens d'orientation pour jeunes handicapés, qui ont été informés de leurs perspectives de formation professionnelle. Les entretiens étaient dirigés par M. Horsters, de l'Agence pour l'emploi de Bonn. Il a aidé les élèves à dégager leurs atouts et leurs faiblesses et leur a fourni des conseils précieux sur la voie dans laquelle ils pourraient s'engager.

Ces entretiens étaient intéressants parce que certains des parents qui y assistaient hésitaient à envoyer leurs enfants en internat, une situation différente de celle que nous connaissons au Botswana, où bien des parents seraient heureux d'envoyer leurs enfants en internat.

Cette visite s'est traduite par une autre découverte intéressante, qui est qu'on s'occupe fort bien de l'éducation des enfants handicapés. Même ceux que l'on peut considérer comme gravement handicapés reçoivent une formation et sont intégrés dans les programmes pédagogiques. J'ai beaucoup admiré et apprécié le fort engagement tant des parents que du gouvernement allemand. Je souhaiterais que le gouvernement du Botswana suive la même voie et mette en place une politique permettant aux enfants handicapés de recevoir une formation.

J'ai été très impressionné par la politique allemande de l'emploi, qui encourage tout employeur à embaucher des handicapés. Chez nous, les handicapés ne sont que très peu nombreux à être absorbés par le marché du travail, parce qu'une politique qui contraigne l'industrie et les autres employeurs à recruter des handicapés fait encore défaut au Botswana.»

Pour de plus amples renseignements, prière de contacter Mme Doreen Kokorwe, fax [+267] 580943, courrier électronique: DKokorwe@gov.bw.

Association internationale d'orientation scolaire et professionnelle (AIOSP)

Déclaration de l'AIOSP sur l'orientation scolaire et professionnelle

L'Association internationale d'orientation scolaire et professionnelle (AIOSP) est l'association mondiale des conseillers d'orientation et représente tant les personnes que les associations nationales et régionales qui s'occupent d'orientation scolaire et professionnelle sur tous les continents.



L'Association a pour objectifs:

- ▶ de promouvoir et d'améliorer la communication entre personnes et organisations actives dans l'orientation scolaire et professionnelle;
- ▶ d'encourager le développement professionnel continu des idées, des pratiques et de la recherche dans le domaine de l'orientation;
- ▶ de collecter et de diffuser des informations sur les pratiques, les études et les recherches les plus récentes dans le domaine de l'orientation scolaire et professionnelle.

Organisation non gouvernementale, l'AIOSP coopère étroitement avec les grands organismes internationaux tels que l'UNESCO, l'OIT, l'OCDE, l'UE ainsi que d'autres instances en vue de poursuivre la coopération internationale pour le développement des ressources humaines au moyen de l'orientation.

L'AIOSP appelle les gouvernements ou agences assumant la responsabilité de la promotion du développement des ressources humaines à assurer la mise en place et la maintenance de service adéquats d'orientation scolaire et professionnelle.

À l'occasion du 50e anniversaire de l'AIOSP, son Bureau directeur a adopté à Paris en septembre 2001, lors de sa 69e réunion, une Déclaration sur l'orientation scolaire et professionnelle dont le texte est le suivant:

«Un conseil et une orientation scolaire et professionnelle efficaces peuvent aider les individus à prendre conscience de leurs talents et de leurs potentiels, et leur per-

mettre de prévoir les dispositions à prendre pour développer les compétences essentielles qui conduiront à un avancement personnel éducatif, économique et social pour l'individu, la famille, la communauté et la nation. Un conseil professionnel, une orientation professionnelle et une gestion de qualité constituent un processus régulier et continu; ils ne se limitent pas à une intervention unique. Ils accompagnent et mettent en valeur une éducation tout au long de la vie et aident les individus à éviter ou à raccourcir les périodes de chômage. Le conseil et l'orientation scolaire et professionnelle contribuent à la réalisation d'une égalité des chances pour chacun. Une orientation scolaire et professionnelle de haute qualité ne se contente pas d'aider au développement personnel et aux chances d'obtention d'un emploi d'un individu, elle contribue dans son ensemble à un développement social et économique plus large et plus soutenu.

Les points ci-dessous définissent les services de conseil et d'orientation. L'AIOSP les déclare essentiels pour répondre aux besoins des développements personnels, sociaux et économiques et pour encourager de futurs progrès soutenus dans une société reposant sur la connaissance;

- ▶ Tout individu, quels que soient son sexe, son éducation, sa religion, son âge, sa race ou sa profession, doit avoir un accès gratuit et facile à l'orientation scolaire et professionnelle de façon à ce que ses capacités et ses compétences individuelles puissent être identifiées et développées et qu'il lui soit permis d'entreprendre une éducation adéquate, un apprentissage et un métier; qu'il lui soit aussi permis de s'adapter à d'éventuels changements dans les conditions de vie sociale et individuelle, et de participer pleinement à la vie socio-économique de la communauté qui est la sienne.
- ▶ Des groupes cibles, par exemple les personnes handicapées et socialement désavantagées, doivent bénéficier de conseils en matière d'emploi reposant sur des méthodes appropriées; le conseil doit tenir compte de leurs besoins spécifiques et de leurs besoins en matière de communication.
- ▶ Les services d'orientation scolaire et professionnelle doivent garantir impartialité et confidentialité; ils doivent intervenir à la demande expresse de leurs clients et s'assurer de leur participation active.
- ▶ Toute personne requérant des services d'orientation scolaire et professionnelle et les souhaitant doit y avoir un accès associé à ce besoin et doit pouvoir obtenir l'aide d'un conseiller compétent, professionnellement reconnu, dont la profession

est basée sur le respect de la dignité humaine et des différents mode de vie à l'intérieur des communautés.

- ▶ Tous les conseillers en orientation scolaire et professionnelle doivent avoir des compétences spécifiques et doivent participer à des programmes de formation professionnelle continue visant à mettre en valeur leurs compétences et à maintenir à jour leurs connaissances.
- ▶ Puisque la formation et les services rendus par les conseillers doivent être supervisés, l'efficacité des services d'orientation doit faire l'objet d'une évaluation régulière et des études et recherches spécifiques les concernant doivent être entreprises.
- ▶ Tous les conseillers et les services d'orientation scolaire et professionnelle doivent s'engager à fournir des conseils de haute qualité et adhérer à un code d'éthique professionnelle respectant les standards moraux établis par l'AIOSP en 1995.»

Pour de plus amples renseignements, prière de contacter Mme Linda Taylor, Secrétaire générale, AIOSP, Royaume-Uni, fax [+44] (137) 6391400, courrier électronique: linda.taylor@careersbp.co.uk, site web de l'AIOSP: www.iaevp.org.

À l'intérieur du Centre international UNESCO-UNEVO

Notes personnelles

Mme Imke Weichert a travaillé au Centre pendant un mois en septembre/octobre. Elle a élaboré un questionnaire en vue de recueillir des informations et d'aider à renforcer et améliorer le réseau UNEVO rassemblant plus de 200 Centres dans 137 pays.

Mme Maxine Henry a rejoint le Centre en octobre 2001. Elle renforce le secrétariat du Centre et assume des fonctions d'assistance administrative.

Mme Sjoukje Schots a commencé à travailler en tant que spécialiste de la documentation et de la bibliothèque du Centre en octobre 2001. Elle va développer et renforcer le Centre de documentation et en améliorer l'accessibilité.

Mme Doreen Kokorwe, du Département de l'enseignement et de la formation professionnelle du Ministère de l'éducation du Botswana, a travaillé au Centre pendant six semaines jusqu'au début décembre 2001 (voir dans ce numéro).

M. Max Ehlers a rejoint le Centre en janvier 2002. Il est le spécialiste du Centre pour les technologies de l'information.

Les visiteurs du Centre

Septembre 2001

Mme Lucy Lazo, Directrice générale de l'Office d'éducation technique et de développement des compétences (TESDA), Manille, Philippines

Octobre 2001



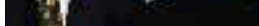
Mme Elisabeth Krolak, Chef du service bibliothèque et centre de documentation, Institut pour l'éducation de l'UNESCO, Hambourg, Allemagne

Mme Hui Xing, Directrice adjointe, Centre de recherche en développement éducatif de l'Académie des sciences de l'éducation de Pékin, Chine; Mme Thi Thanh Ha Vuong, Experte de la Section de coopération internationale, Département général de la formation professionnelle, Ministère du travail, des invalides et des affaires sociales, Vietnam; et Mme Thi Minh Hoang, Institution de formation professionnelle technique et d'enseignement secondaire, Ministère de l'éducation et de la formation, Vietnam

Novembre 2001

Dr Rolf Kristiansen, Institut national norvégien de la technologie et coordinateur du réseau scandinave des Centres UNEVOC, Oslo, Norvège

Dr Joachim Schaper, Directeur, et Bettina Mussnug, SAP, CEC Karlsruhe Corporate Research, Karlsruhe, Allemagne



Dr Ulrich Hillenkamp, Directeur adjoint, Fondation européenne pour la formation, Turin, Italie

Dr Ngoato Takalo, Vice-Chancelier de l'Université du Nord-Ouest; M. Martin Pieterse, Université du Nord-Ouest; et M. Danie Kok, SAP Public Services, Randburg, Afrique du Sud



Dr Knut Dieckmann, Chef du Département d'éducation continue, Association des chambres de commerce allemandes, Bonn, Allemagne

Mme Isabelle de Billy-Savary, Spécialiste de programme au siège de l'UNESCO, Paris, France

Décembre 2001



Dr Stefan Stupp, Chef adjoint de division, Questions de politique de coopération internationale/coopération multilatérale, Ministère fédéral de l'éducation et de la recherche (BMBF), Bonn, Allemagne



Dr Chung-Keun Kim, Doyen de l'Institut de développement des ressources humaines, Université coréenne de technologie et d'éducation, et Dr Seong Joo Choi, Département de construction mécanique, Université coréenne de technologie et d'éducation, République de Corée



M. Arjen Deij, Responsable de programme, Fondation européenne pour la formation (FEF), Turin, Italie



S.E. Sutham Saengpratoom, Ministre des affaires universitaires, Thaïlande, accompagné d'une délégation de représentants du ministère, d'entreprises privées et de la Fondation allemande pour le développement international DSE)



M. Karsten Brenner, Directeur général, Coopération européenne et internationale, Ministère fédéral allemand de l'éducation et de la recherche, Bonn, Allemagne

Calendrier des cours de formation

Centre international de formation de l'OIT

Séminaire «Gestion de la qualité des systèmes de formation»

4 - 8 mars 2002, Beyrouth, Liban; langue: arabe (voir ci-dessous contact I)

Séminaire «Analyse des politiques de formation»

11 - 15 mars 2002, Dakar, Sénégal; langue: français (voir ci-dessous contact I)

Séminaire «Nouvelles tendances dans la technologie de l'apprentissage»

11 - 22 mars 2002, Turin, Italie; langue: anglais (voir ci-dessous contact II)

Séminaire «Formation des formateurs»

18 - 29 mars 2002, Harare, Zimbabwe; langue: anglais (voir ci-dessous contact II)

Module de cours d'éducation à distance «Technologie de formation»

Inscription à partir d'avril; langue: espagnol (voir ci-dessous contact II)

Séminaire «Formation des formateurs»

15 - 26 avril 2002; Yaoundé, Cameroun; langue: français (voir ci-dessous contact II)

Séminaire «Conception de médias éducatifs et d'environnements d'apprentissage»

6 - 17 mai 2002; Turin, Italie; langue: anglais (voir ci-dessous contact II)

Séminaire «Formation des formateurs»

13 - 24 mai 2002; Addis-Abeba, Éthiopie; langue: anglais (voir ci-dessous contact II)

Séminaire «Évaluation de l'impact de la formation et de l'enseignement professionnels»

20 - 31 mai 2002, Turin, Italie; langue: espagnol (voir ci-dessous contact I)

Séminaire «Conception et transmission de formations basées sur les compétences»

10 - 21 juin 2002; Bangkok, Thaïlande; langue: anglais (voir ci-dessous contact II)

Séminaire «Analyse du marché du travail»

5 - 9 août 2002, Turin, Italie; langue: arabe (voir ci-dessous contact I)

Séminaire «Évaluation des systèmes de formation»

2 - 6 septembre 2002, Bangkok, Thaïlande; langue: anglais (voir ci-dessous contact I)

Séminaire «Gestion et certification des systèmes de formation»

16 - 27 septembre 2002, Turin, Italie; langue: espagnol (voir ci-dessous contact I)

Séminaire «Information sur le marché du travail et de la formation»

21 octobre - 1er novembre 2002; Turin, Italie (et tournée d'étude en Italie et en Allemagne); langue: espagnol (voir ci-dessous contact I)

Ces séminaires sont organisés par le Centre international de formation de l'OIT, Viale Maestri del Lavoro 10, 10127 Turin, Italie.

Pour les séminaires stipulant la référence de contact I, des informations complémentaires peuvent être obtenues auprès de M. Fluitman, tél. [+39] (011) 6936757 / 6936111, fax [+39] (011) 6936451, courrier électronique: emp@itcilo.it.

Pour les séminaires stipulant la référence de contact II, des informations complémentaires peuvent être obtenues auprès de M. Pujol, tél. [+39] (011) 6936391 / 6936111, fax [+39] (011) 6936469, courrier électronique: sme@itcilo.it.

Calendrier des manifestations

► Congrès «People and Technology ... Bringing the World Together»
2e Congrès mondial des collèges et des écoles polytechniques



24 - 27 mars 2002, Melbourne, Australie; langue: anglais

Organisateur: TAFE Directors Australia (TDA), pour la World Federation of Associations of Colleges and Polytechnics

Informations: Secrétariat du Congrès, Australie, tél. [+61] (2) 42222908, fax [+61] (2) 42264748, site web: www.wfworldcongress.com

► **Conférence internationale «Technology and Computer Education: Global Perspectives, Opportunities and Challenges»**



15 – 18 avril 2002; Bydgoszcz, Pologne; langues: anglais et polonais

Organisateur: Institut de Technologie, Académie de Bydgoszcz, Pologne



Le **bulletin UNESCO-UNEVOC** est publié plusieurs fois par an par le Centre international pour l'enseignement et la formation techniques et professionnels, Bonn, Allemagne (Centre international UNESCO-UNEVOC).

Éditeur: Marion Mitschke

Équipe de rédaction: Rupert Maclean, Hans Kröner, Albert Koopman, Sjoukje Schots, Josiane Blanc-Mannheim, Sabine Ayeh

Traduction: Max Guggenheim, Berlin

Le Bulletin UNESCO-UNEVOC est actuellement publié

- en version imprimée en anglais, français, arabe et espagnol;
- en version numérique Adobe Acrobat (format PDF) en anglais, français et espagnol;
- sur le site web à www.unevoc.de/bulletin en anglais, français et espagnol.

Il peut être téléchargé, réimprimé et distribué gratuitement, sous forme intégrale ou partielle, sous réserve de mention de la source.

Pour vous abonner à l'une des versions susvisées ou pour tout autre correspondance, prière de contacter...

... pour les versions anglaise, française et espagnole:

UNESCO-UNEVOC International Centre
Hermann-Ehlers-Str. 10, 53113 Bonn, Allemagne
Tél. [+49] (228) 243370, Fax [+49] (228) 243377
Courrier électronique: bulletin@unevoc.de
www.unevoc.de/bulletin

Si vous désirez vous abonner, veuillez spécifier la langue (anglais, français ou espagnol) et la version (imprimée ou PDF) désirées et indiquer votre nom et votre adresse postale complète (pour les versions imprimées) ou votre nom et votre adresse électronique (pour les versions numériques).

... pour la version imprimée en langue arabe:

UNESCO Beyrouth Office
M. S. Sulieman
B.P. 5244, Beyrouth, Liban
Tél. [+961] (1) 850015, Fax [+961] (1) 824854
Courrier électronique: s.sulieman@unesco.org

Déni de responsabilité:

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Informations: Mme Elzbieta Podoska-Filipowicz ou Dr Maria Kajdasz-Aouil, tél./fax [+48] (52) 3400741, courrier électronique: elpofi@ab-byd.edu.pl ou maouil@ab-byd.edu.pl, site web: <http://tce.ab-byd.edu.pl>

► **Conférence «Pan-Commonwealth Forum on Open Learning: Transforming education for Development»**



29 juillet - 2 août 2002; Durban, Afrique du Sud; langue: anglais

Organisateurs: Commonwealth of Learning (COL), National Association of Distance Education Organisations of South Africa (NADEOSA), Ministère sud-africain de l'éducation

Informations: Helene du Toit, Event Dynamics, PO Box 98009 Sloane Park, Johannesburg 2152, Afrique du Sud, tél. [+27] (11) 706 5010, fax [+27] (11) 463 7195, courrier électronique:

helene@eventdynamics.co.za, site web: www.col.org/forum2

Les événements actualisés figurent à l'adresse <http://www.unevoc.de/events>

Publications

«**Learning for Life, Work and the Future: Stimulating Reform in Southern Africa through Sub-regional Cooperation**»; anglais; 104 pages; UNESCO-UNEVOC; 2001. Il s'agit du rapport final de l'atelier initial qui s'est tenu à Gaborone, au Botswana, en décembre 2000. Il comporte un résumé des travaux de l'atelier, le principal document de travail, les allocutions inaugurales, les propositions de projets formulés en vue d'une coopération régionale en matière d'EFTP, et des résumés de 27 documents qui avaient été élaborés par des participants. Des versions imprimées peuvent être obtenues gratuitement à l'adresse du Centre UNESCO-UNEVOC (voir ci-contre). Ce rapport peut aussi être téléchargé à www.unevoc.de/botswana/.

«**Le Centre international UNESCO-UNEVOC: Renforcer l'enseignement et la formation techniques et professionnels**»; anglais et français; 8 pages; dépliant; UNESCO-UNEVOC; 2001. Des exemplaires imprimés peuvent être obtenus à l'adresse du Centre international UNESCO-UNEVOC (voir ci-contre). Le dépliant peut aussi être téléchargé à www.unevoc.de/publications (au point 1, General information about UNEVOC).

«**Apprendre et se former pour travailler dans la société du savoir**»; OIT; 120 pages; 2002; disponible en anglais, français, espagnol, arabe, chinois, allemand, russe; 15 CHF; peut être commandé au Service publications, OIT, 4 route des Morillons, CH-1211 Genève 22, Suisse. Dans le sillage de la mondialisation

et des développements qui l'accompagnent au niveau de l'économie, des marchés de l'emploi et du monde du travail, une nouvelle approche de l'apprentissage et de la formation est en cours d'élaboration. Un récent ouvrage de l'OIT intitulé *Learning and training for work in the knowledge society* examine certains des éléments de cette nouvelle approche. Quelles politiques de formation et de développement des ressources humaines les différents pays poursuivent-ils pour faciliter l'apprentissage tout au long de la vie et l'employabilité pour tous? Quels rôles et quelles responsabilités les gouvernements et les partenaires sociaux assument-ils dans la poursuite de ces politiques? Quels sont les éléments d'un cadre institutionnel venant à l'appui des efforts menés par les pays pour que l'apprentissage parvienne à des résultats à la fois efficaces et globaux? Toutes ces questions, et bien d'autres, sont abordées dans l'ouvrage et sont discutées par les mandants institutionnels tripartites de l'OIT, à la recherche d'une nouvelle Recommandation sur le développement des ressources humaines.

«**Supporting workplace learning for high-performance working**»; David Ashton et Johnny Sung; 2002, 160 pages; disponible en anglais; peut être commandé comme ci-dessus. Dans cet ouvrage, l'OIT, réagissant au large intérêt que suscitent l'apprentissage et la formation dans les organisations hautement performantes, relève le défi consistant à définir et à consigner ces pratiques novatrices. L'ouvrage se penche sur de nombreux aspects de l'apprentissage et de la formation au poste de travail et examine ces aspects dans l'optique des travailleurs tout comme des employeurs en tenant compte des bénéfices probables pour les différentes parties. Il étudie également le rôle que les gouvernements peuvent jouer en favorisant les pratiques de travail hautement performantes et, en particulier, en encourageant les entreprises à faire un meilleur usage des compétences de leurs personnels. Pour l'OIT, cet ouvrage apporte une contribution à l'objectif stratégique d'instaurer de meilleures possibilités pour les femmes et pour les hommes d'avoir un travail décent. Les organisations hautement performantes correspondent à un scénario où tout le monde gagne au jeu: les entreprises dont le bénéfice réside dans un accroissement de la productivité, les salariés qui profitent d'une amélioration de la qualité de la vie (l'emploi décent) avec une rémunération plus élevée que dans les entreprises plus traditionnelles.